

Solidaires

dans la chimie

Sud Kodak
Sud Plastic Omnium
Sud Verre Saint Gobain
Sud Verre Baccarat
Sud SME
Sud Chimie Total Le Havre
Sud Chimie Total Flandres
Sud Chimie Aventis Elbeuf
Sud Chimie Aventis Neuville
Sud Chimie Aventis Vitry
Solidaires Pharma sanofi-aventis
Sud Chimie Sanofi Montpellier
Sud Chimie Sanofi Toulouse
Sud Chimie Sanofi Amilly
Sud Chimie Sanofi Pasteur MSD
Sud Chimie AEP Fécamp
Sud Chimie Goodyear Amiens
Sud Chimie Dunlop Amiens
Sud Chimie Pfizer
Sud Chimie BASF Elbeuf
Sud Chimie ICI St P. lès Elbeuf
Sud Chimie 29 Nobel Sports
Sud Chimie X Sys
Sud Chimie Besins
Sud Chimie Chimex

Union des syndicats
SUD CHIMIE PHARMA
SOLIDAIRES dans la chimie
6 rue Louis Blanc
76100 ROUEN
06 83 16 58 26

Union
-syndicale G10
Solidaires

Conseil Syndical SUD CHIMIE PHARMA Solidaires dans la Chimie

30 novembre – 1^{er} décembre 2005

Présents : sanofi aventis Elbeuf, Vitry, Montpellier, Toulouse, Amilly, Opérations Commerciales, Kodak, Total, Goodyear Dunlop, SNPE

Excusés : sanofi aventis Neuville, X SYS, sud chimie 29, sud plastic omnium

Au total, 35 militants représentaient les syndicats et sections

Développement, Représentativité

Sanofi Pasteur MSD (Vaccins, représentants médicaux). Section syndicale représentative sans procès suite à une deuxième désignation.

Laboratoires Besins (92)

Petit laboratoire pharmaceutique. 101 millions de Chiffre d'affaire. 23 millions de bénéfice. Plan « social » : 28 licenciements. L'expert du CE estime qu'il n'y a aucune justification économique aux licenciements.

Aucune riposte des syndicats de l'entreprise.

Un groupe de salarié décide :

- de constituer une section sud chimie
- de se mettre en grève

La désignation du Délégué Syndicale Sud a été ratifiée par l'AG des grévistes.

Chimex (Pyrénées Atlantiques):

Constitution d'une section sud chimie,

Laboratoires Aventis : le Syndicat Unitaire des Laboratoires Aventis, membre de Sud Chimie Pharma a décidé de prendre le nom de « Solidaires Pharma ». Le Conseil prend acte de cette décision. Le Champ de syndicalisation de Solidaires Pharma correspond au périmètres de l'UES Opérations Commerciales du groupe sanofi-aventis. La constitution de nouvelles sections ou syndicats dans d'autres entreprises de la pharmacie, y compris de la visite médicale relève de la décision du Conseil Syndical de SUD CHIMIE PHARMA.

Représentativité sanofi aventis

SUD est maintenant représentatif dans 4 des 5 UES du groupe.

La question de la représentativité au niveau groupe commence à se poser.

Vu l'ampleur du travail syndical à effectuer (participation aux réunions de CCE

et réunions paritaires dans chacune des UES), il semble préférable de consolider notre activité avant d'envisager la représentativité groupe

Représentativité Branche Caoutchouc

La représentativité acquise par Solidaires dans cette branche (Michelin et Goodyear Dunlop). La revendication de la représentativité au niveau de la branche est envisageable.

Représentativité TOTAL Flandres

Deuxième procès perdu en juillet, malgré un excellent dossier.

Pour la première fois dans notre histoire, nous avons décidé de former un pourvoi en cassation contre ce jugement. Une nouvelle désignation est imminente. Sud regroupe maintenant 20% des salariés du site!!!

Salaires et rémunérations. Principales conclusions de la discussion

1. Analyse et revendications

Le système capitaliste est entré dans une phase récessive depuis le milieu des années 70. Pour rétablir et maintenir leurs taux de profits, les capitalistes ont modifié à leur avantage le partage de la valeur ajoutée. La part revenant au travail a baissé d'au moins 5%. Les capitalistes, s'appuyant les gouvernements successifs, sont parvenus à ce résultat en développant et en maintenant un chômage de masse et la précarité, dans le cadre d'une inflation contrôlée en vertu des dogmes libéraux, ce qui conduit à une forte pression à la baisse sur les salaires. Les inégalités se développent, les riches sont toujours plus riches.

Malgré les moyens utilisés, consumérisme, nouveaux marchés technologiques et géographiques, privatisation des services publics, ... le système se montre incapable de résoudre ses contradictions. Cela peut conduire à terme à des solutions « ultimes » dont les travailleurs seront les premières victimes.

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais des ravages inhérents à un système capitaliste en crise. Aussi nous devons imposer un **autre partage des richesses** reposant à la fois sur des augmentations significatives de salaire et le rétablissement du plein emploi et la résorption de la précarité.

Dans nos entreprises, cela se traduit notamment par

- **la revendication d'un salaire minimum à 1500€ (base 2005)**
- **des augmentations de salaires uniformes au minimum égales à 100€,**
- **l'embauche des travailleurs précaires**
- **la réintégration des activités externalisées.**

Intéressement et participation.

Ces formes de rémunérations se développent et peuvent atteindre des niveaux important particulièrement pour les bas salaires.

Ces formes de rémunérations sont injustes :

elles sont aléatoires

elles échappent au calcul des cotisations sociales permettant d'assurer la solidarité

certaines des critères retenus, notamment le nombre d'accident, sont amoraux.

Aussi, **nous dénonçons ces formes de rémunérations et revendiquons des augmentations salariales.**

Pour autant, se plaçant en tant que syndicats « responsables » (c'est-à-dire de syndicats majoritaires ou à vocation majoritaire dont le positionnement peut conduire l'annulation unilatérale de certaines mesures), nous constatons que nous ne pouvons assumer devant les travailleurs le risque que des sommes importantes (et dont ils ont besoin : dans certaines entreprises les montants cumulés dépassent 5000 € par an) leur échappe. Aussi, **nous pouvons être amenés à signer des accords intéressement ou participation.**

Dans le cadre des négociations, nous revendiquons des répartitions équitables de ces sommes, c'est-à-dire en fonction du temps de présence et non du salaire. Nous mettons le maximum de poids pour faire sortir des critères intéressement les accidents.

A chaque occasion (et notamment à chaque négociation), nous rappelons que ces formes de rémunérations ne sont pas satisfaisantes. Nous profitons notamment des situations de chute brutales des montants versés pour montrer concrètement aux salariés la justesse de notre position de fond

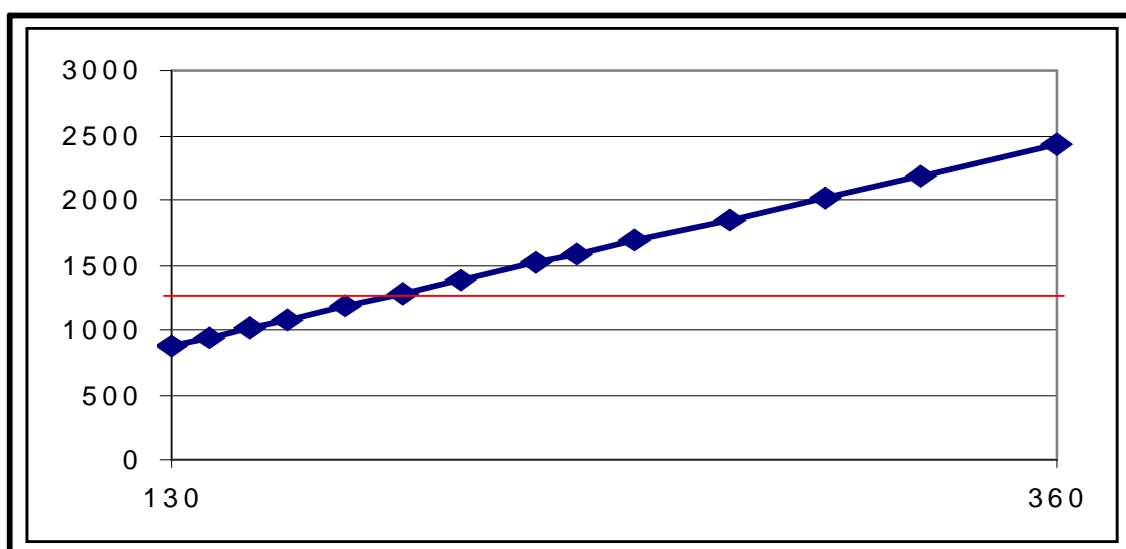
Nous éditons l'affiche discutée en Juin :

**Je participe, tu participes, ... ils profitent.
Intéressement, participation, assez de rémunérations aléatoires.
Imposons de véritables augmentations de salaires.**

3. Négociations salariales Branche Chimie

Les « négociations » sont en cours au niveau de la branche chimie entre l'UIC et la bande des 5.

L'absence de résultat ces dernières années a conduit à une lente dégradation de la valeur du point. Tant et si bien qu'aujourd'hui les salaires minis correspondant aux 5 premiers coefficients de la Convention Collective sont en dessous du SMIC.



Devant l'insistance de plusieurs organisations et la menace d'une interpellation du Ministre du travail, le patronat propose une solution de rafistolage consistant à introduire pour ces salaires un « complément » les ramenant légèrement au dessus du SMIC.

Un échange collectif, reposant les conclusions de la discussion générale sur les salaires nous conduit à formuler la position suivante :

Le salaire mini de la convention (coefficient 130) ne peut être inférieur au minimum revendiqué soit 1500 euros.

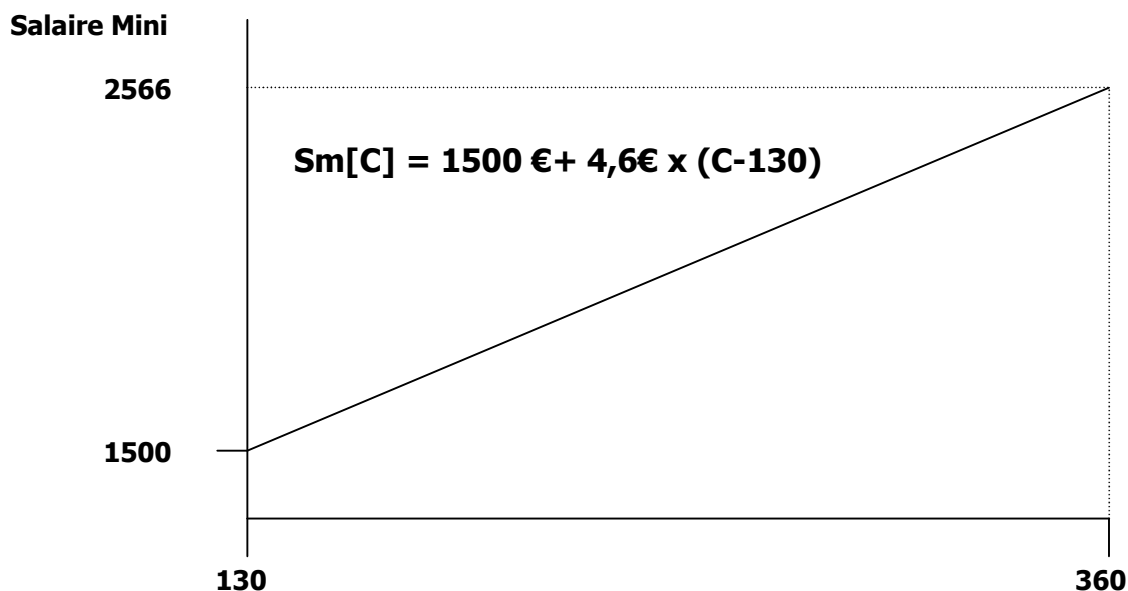
Le coefficient supérieur de l'avenant II (TAM) doit bénéficier d'une augmentation au moins égale à 100 euros.

Nous proposons donc une modification du calcul du salaire mini pour les différents coefficients.

$\text{Salaire Mini [coefficient C]} = \text{Salaire mini [Coefficient] } 130 + p' \times (C - 130)$

Le point p' n'a plus rien à voir avec l'ancien point, mais correspond à un « point de qualification » sa valeur est établie à 4,6 euros

Cette solution permet d'éviter les solutions de bricolage, de rétablir une linéarité de la courbe « salaire mini = f(coefficient) », de favoriser les augmentations des bas salaires.



A partir ce calcul, notre revendication annuelle ne porte que sur le salaire mini du coefficient 130 et non sur la valeur du point de qualification.

En ce qui concerne les primes, considérant que les inconvénients qu'elles compensent sont identiques pour chaque personne, indépendant de son salaire et de sa classification, nous revendiquons leur calcul sur la base du salaire mini du coefficient 360.

Une présentation plus précise et plus détaillées de nos propositions sera élaborée sous la forme d'un quatre pages (après vérifications).

Nos propositions seront envoyées à l'UIC et aux fédérations de la chimie.

Invitation de Solidaires aux congrès des partis politiques

Discussion faisant suite à l'invitation de Solidaires au congrès du PS.

1. Nous constatons qu'organisations syndicales et politiques, sur certains sujets, agissent sur le même terrain et ne peuvent s'ignorer.
2. Nous rappelons l'importance fondamentale d'une stricte indépendance du syndicalisme vis-à-vis des organisations politiques (« nos valeurs », Charte d'Amiens).
3. Nous considérons que ce n'est pas dans le cadre du congrès d'un parti que l'on peut sérieusement aborder et développer les questions qui nous préoccupent et développer nos exigences en matière économique, sociale ...
4. Nous estimons qu'il y a un risque d'utilisation de l'image de Solidaires
5. Nous estimons que certains média peuvent utiliser perfidement la présence de Solidaires au congrès de tel ou tel parti pour présenter une image déformée de notre réalité.

En conséquence, **Sud Chimie Pharma souhaite que Solidaires ne réponde pas aux invitations des partis à participer à leur congrès que par lettre de remerciement rappelant nos principales exigences syndicales (mesures pour l'emploi, les salaires, la démocratie, et bien sûr la représentativité).**

Participation à la manifestation du 15 avril 2005 à Cherbourg contre l'EPR

Après discussion et notamment le récit de l'expérience de François Ossorio en tant que travailleur précaire dans le nucléaire, **nous décidons de signer l'appel.** (Ci-joint)

Cela renvoie aux discussions en cours et à poursuivre dans notre Union sur l'utilité sociale des productions, la démocratie économique ...

Les représentants de Kodak présentant la situation du bassin de Chalons (Pôle de compétitivité axé sur le nucléaire), à l'heure même où leur activité en danger peut conduire à des reconversions dans le domaine du nucléaire. La discussion conduit à la même conclusion que l'idée avancée dans une discussion du syndicat sud kodak :

Le développement d'énergies alternatives et respectueuse de l'environnement est bien plus porteuse de création d'emplois que la poursuite du tout nucléaire.

Sud Chimie Pharma reprend la proposition de Sud Total :

Les immenses profits des trusts du pétrole doivent revenir à la collectivité pour financer la recherche et le développement des énergies alternatives. En compensation des nuisances et dégradations subies pendant trop longtemps et de la confiscation pendant des années des brevets.

Enfin :

La recherche et le développement des énergies alternatives sont de la plus grande urgence vus le retard pris. Elles ne peuvent être confiées à des intérêts privés qui n'investissent qu'en fonction des profits financiers espérés et non de l'intérêt commun à la préservation des ressources naturelles et de l'environnement. Elles doivent donc relever d'un service public de l'énergie démocratiquement contrôlé.

La recherche et le développement **d'économies d'énergies** sont tout aussi importants.

FORMATION

Vaste sujet et solutions difficiles pour une organisation en structuration comme la notre.

Rappel a été fait :

1. de la situation de « culture et libertés » dont l'habilitation est remise en question
2. de la création de l'institut Solidaires de formation

Aujourd'hui les moyens dont nous disposons sont les suivants :

1. Formation CHSCT : pas de difficulté (prise en charge du temps de formation et des frais pédagogiques par l'entreprise. Recommandation : continuer à travailler avec Culture et Libertés. Eviter les organismes proposés par le Patron genre APAVE.
2. Formation CE : Plus difficile (prise en charge du temps de formation pour les titulaires par l'entreprise, mais pas des frais pédagogiques. Essayer de négocier la formation des suppléants. Les frais pédagogiques peuvent être pris en charge sur le 0,2% fonctionnement, ce qui suppose un accord avec les autres syndicats (pas toujours facile, voir Dunlop).
3. Formation DP : vu la qualité de la brochure de la Commission Formation de Solidaires, une solution est la prise en charge de cette formation par un militant aguerrri de la section ou du syndicat
4. Autres formations généralistes : voir avec les syndicats des solidaires locaux, notamment sud rail, sud ptt la possibilité d'associer quelques militants aux formations qu'ils organisent (prise de notes, compte rendu, animation d'une réunion, rédaction d'un tract...)
5. Formation sur le tas : la première tâche d'un militant capable d'une activité devrait être de former les autres militants à cette tâche. Exemple : après la réunion Dp ou CE, celui qui a l'habitude de rédiger le compte rendu ou le tract prend un ou deux élus et la rédaction est effectuée collectivement. Comme sur des tas d'autres sujets, c'est certainement la meilleure et la plus efficace des formations.
6. Autoformation : réapprendre le goût de la culture. Livres, internet ...

Nous décidons de constituer une liste de références (livres, revues, sites internet) pouvant constituer la base de la documentation de chaque section.

Merci de renvoyer à sud.basf.elbeuf@wanadoo.fr vos idées :

Droit du travail
Économie
Hygiène et Sécurité
Syndicalisme
Romans

C'est certainement l'un des domaines où nous avons le plus à gagner à développer des collaborations avec d'autres syndicats solidaires dans la même situation et notamment la coordination industrie métallurgie.

Matériel Documentations

Sud Kodak a fait éditer les cartes 2006.

Patrick Cambray (X Sys) nous fera des propositions prochainement—casquettes, badges, gilets ...

Les brochures de formation : DP, Syndicats (prochainement CE) ; les textes du 3ème congrès de Solidaires, le journal Solidaires sont à commander auprès de Sud Sanofi aventis Montpellier (eric.rousseau@sanofi-aventis.com)

Prochaines réunions

Journée de formation :

Histoire du Mouvement Ouvrier en France et Solidaires.
1^{er} trimestre 2005.

Conseil Syndical : juin 2006

Thème Principal : Les productions de la chimie : environnement, santé des travailleurs, utilité sociale

Congrès :

Fin novembre Début Décembre 2005

Objectif : préparer les textes avant fin juin 2006

Appel international aux associations, personnalités, groupes, syndicats et partis politiques.
International call to NGOs, groups, artists, trade unions, political parties.

Merci de signer cet Appel contre l'EPR rapidement et rediffusez le largement à vos contacts (voir la liste des 65 premiers signataires ci-dessous).

Please sign this Call quickly - english version below - and forward it to your contacts.
See the list of the first 65 signatories below.

Rejoignez le comité de soutien international au grand rassemblement des 15-16 avril 2006 à Cherbourg contre le réacteur nucléaire EPR.

Manifestation : samedi 15 avril à 14 h - Quai Lawton Collins à Cherbourg (Manche).

Alors que notre pays est déjà largement suréquipé en centrales nucléaires et qu'il est urgent de maîtriser les consommations d'énergie et de développer les énergies renouvelables, le gouvernement a demandé à EDF de construire un nouveau réacteur nucléaire de type EPR (European Pressurized Reactor) à Flamanville dans la Manche.

L'intention du lobby est de nous mettre encore une fois devant le fait accompli en imposant à terme le renouvellement des réacteurs existants par des réacteurs EPR.

Pourtant, la construction d'un réacteur EPR est une mauvaise décision à tous les points de vue :

- **Energétique** : la France n'a besoin d'aucune nouvelle grande capacité de production électrique avant plusieurs décennies. Le nucléaire ne contribue qu'à hauteur de 15% de la consommation énergétique finale en France et dans le monde. Il n'est donc pas une réponse au réchauffement climatique.
- **Economique** : ce chantier de plusieurs milliards d'Euros entraînera un retard dommageable dans la nécessaire reconversion d'une partie de l'industrie nucléaire française sans en résoudre les difficultés.
- **Social** : Energies renouvelables et maîtrise de l'énergie sont bien plus créatrices d'emplois et porteuses d'investissement équivalent, un programme éolien produirait par exemple deux fois plus d'électricité et crée de 5 fois plus d'emplois. [2]
- **Environnemental** : l'EPR n'apporte aucune amélioration notable du point de vue de la sûreté et de la gestion des déchets radioactifs dont le fardeau, une fois de plus, pèsera sur les générations futures.

Parce que nous refusons la perpétuation des risques du nucléaire ;

Parce que nous refusons que le lobby nucléaire nous impose un nouveau réacteur ;

Parce que nous refusons la confusion entre service public et lobby nucléaire ;

Parce que nous savons que cet investissement inutile restera finalement à la charge des clients d'EDF et des générations futures ;

Parce que nous voulons un avenir fait d'énergies renouvelables et propres ;

Ensemble, nous disons NON à l'EPR !

Nous signons l'Appel au grand rassemblement de Cherbourg (*) contre l'EPR, des 15 et 16 avril 2006 (week-end de Pâques).

Ce rassemblement sera également l'occasion de commémorer les 20 ans de la catastrophe de Tchernobyl.

() Rassemblement à l'initiative du Collectif Régional de Normandie et de l'Ouest "L'EPR, non merci, ni ailleurs, ni ici !" et du Réseau "Sortir du nucléaire".*

Associations, personnalités, groupes, syndicats et partis politiques, envoyez votre signature aujourd'hui !

- Par mail : contact@stop-epr.org

- Par fax : 04 72 07 70 04

Personnalités (scientifiques, artistes, élus...) : merci de signer votre nom, prénom et votre titre précis.

Toutes les signatures sont publiées sur le site : www.stop-epr.org

Premiers signataires :

Organisations nationales (par ordre alphabétique) :

- **France** : Agir pour l'environnement, Association française des malades de la thyroïde (AFMT), Biocoop France, Toyenneté Action Participation pour le XXIème siècle (CAP 21), Attac, Casseurs de pub, Chiche !, Collectif régional "L'EPR, non merci, ni ailleurs, ni ici", Confédération paysanne, Coordination nationale des collectifs contre l'enrichissement des déchets radioactifs, Emancipation Tendances Intersyndicale, Ecolo, Fac Verte, Fédération Anarchiste, Fédération pour une Terre Humaine, France Nature Environnement, Greenpeace, Groupement de Scientifiques pour l'information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN), Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenue (IEEDS), Les Alternatifs, Les Amis de la Terre France, Les Verts France, Ligue Communiste Révolutionnaire, Ligue

- **Allemagne** : Bürgerinitiative Umweltschutz Lüchow Dannenberg
- **Autriche** : Arge Ja zur Umwelt, Nein zur Atomenergie (ARGE)
- **Belgique** : Federation des organisations environnementales Flamandes, Friends of the Earth Europe, Public Voor Moeder Aarde.
- **Espagne** : Associació Una Sola Terra, Collectiu Userda, Dia de la Terra Catalunya, Els Verds - Alternativa V Eurosolar España, Grup de Científics i Tècnics per un Futur No Nuclear (GSTFNNF).
- **Etats-Unis** : Nuclear Information and Resource Service (NIRS).
- **Finlande** : Amandamaji ry., Grandmothers for Peace, No More Nuclear Power movement, Women Against Nuclear Power, Women for Peace, Wailer Women.
- **Hongrie** : Energia Klub.
- **Indonésie** : Manusia (Indonesian Antinuclear Society).
- **Russie** : Green World, GAIA Apatity environmental center.
- **Ukraine** : Ukrainian Environmental Association (Zeleny Svit).
- **Suède** : Swedish Anti Nuclear Movement (FMKK).

Premières personnalités :

Marie-Anne Isler Béguin (Députée européenne, France), Eloi Glorieux (Parlementaire de Flandre-Belgique), C Lepage (Ancien Ministre de l'Environnement, CAP 21), Alain Lipietz (Député européen, France), Alexey Yablokov (Scientifique, Russie).